

Le 30 janvier 2015

# DISCOURS DES VOEUX 2015 SYNERGIE-OFFICIERS

Je souhaite vous adresser à tous mes vœux de bonheur et de santé pour vous même et vos familles.

Ces vœux vont également à **SYNERGIE-OFFICIERS**, à tous ceux qui constituent sa richesse humaine : adhérents, militants, délégués, à tous nos sympathisants et amis.

Meilleurs vœux à vous, Monsieur le Ministre.

Je suis très heureux de vous accueillir pour la traditionnelle cérémonie des vœux de Synergie-Officiers. Pour nous c'est avant tout un moment de partage.

---ooOoo---

Mon propos sera court. Le contexte n'appelle pas à l'exubérance. En temps normal, vous n'auriez pas échappé comme vos prédécesseurs à quelques philippiques et à mes traditionnelles blagues douteuses.

Je n'aurais pas manqué d'évoquer notre farouche volonté d'indépendance et nos engagements.

J'aurais pu vous dire que depuis votre désignation comme Ministre de l'Intérieur le 2 avril 2014, vous avez rapidement su vous approprier cette maison au terme de presque un an (un exploit...) je peux sans trop me tromper affirmer que vous êtes apprécié de nos collègues. Et que vous avez été à la hauteur des évènements.

J'aurais pu et dû évoquer les sujets qui nous tiennent à cœur mais que finalement vous et vos collaborateurs, Eric Morvan, JM Falcone ou encore Michel Rouzeau ne connaissent que trop au travers de nos échanges formels et informels.

—ooOoo---

Les 7 et 8 janvier des policiers se sont levés le matin comme chaque jour. Ils ont embrassé leurs êtres chers, ils ont pensé à ce qu'ils leur diraient le soir au retour au foyer. Ils avaient des projets pour le lendemain, pour l'avenir. Chacun a revêtu les attributs de ses fonctions. Pas dans l'affligeante banalité du quotidien, car quand on la charge de protéger d'autres hommes le quotidien ne s'apparente jamais à la banalité.

Franck, Ahmed, Clarissa connaissaient le champ des possibles en partant tous les matins de chez eux, même s'ils ne pensaient pas être ceux sur lesquels la fatalité allait s'abattre.

La barbarie a fauché 17 vies entre les 7 et 9 janvier. Ils étaient tous coupables. Coupables d'être journalistes impertinents, agents technique s'étant levé tôt le matin pour gagner de quoi vivre dans la dignité, policiers engagés au service du faible et du vulnérable, juifs qui vivaient dans un pays qui a su les protéger pendant des siècles.

Et durant ces 48 heures maudites, c'est tout un pays qui a basculé dans l'horreur. Cette même horreur « exotique » qui sévit quotidiennement loin de chez nous, où on enlève, torture, viole, et massacre impunément sous l'alibi facile d'un dieu improbable, en Afghanistan, au Mali, en Irak, en Lybie ou encore en Syrie. Cela faisait 50 ans qu'aucun acte de guerre n'avait été perpétré sur notre sol que la majorité de nos concitoyens pensaient naïvement être un sanctuaire. La mort et la désolation ont subitement pris une effrayante dimension de proximité.

Aujourd'hui la France panse ses plaies.

C'est le nihilisme criminel qui a conduit à une telle abjection. La haine de l'autre, souvent conditionnée par la haine de soi, ne suffit pas à expliquer ces atrocités qui relèvent de l'indicible.

La raison, le discernement, la mesure, la morale, l'honneur, la probité, le dépassement de soi, la fraternité, l'engagement, le sens du devoir... sont des notions qui échappent à cette nouvelle hybridation que Manuel Valls qualifie lui-même d'islamo-délinquants nés d'une connivence cynique : ce sont nos clients habituels, abrutis, minables, ratés, petites frappes... Voyous un jour, terroristes le lendemain.

La découverte d'images pédopornographiques sur leurs ordinateurs en dit long sur le dérèglement mental de ceux qui se réclamaient du droit de Dieu. L'un a tué des juifs et a pris un dernier repas casher, deux autres ont voulu tuer un journal et ils sont morts dans une imprimerie... Cette France qu'ils haïssaient tant a accueilli leurs parents, leur a fourni la gratuité des soins, une éducation républicaine de qualité à l'accès égal pour tous, l'égalité des chances... et même une sépulture.

Ils ont voulu détruire ce que nous sommes mais en vain. La France c'est la Lumière des peuples du Monde depuis des siècles. Parce que chacun, dans la limite des lois édictée par le peuple souverain, est libre de penser, d'exprimer ses convictions, d'aller et venir et de pratiquer son culte auprès de celui qui en pratique un autre, aucun, ou qui raille l'insupportable légèreté d'être tenté par le Divin.

Nos ennemis mènent une guerre culturelle contre notre mode de vie et nos valeurs. Notre culture prométhéenne, enracinée dans la tradition hellénistique a pourtant produit des sectateurs de l'obscurantisme et des superstitions, nous replongeant dans les ténèbres des âges immémoriaux par leurs actes criminels.

Les cibles de ces maniaques sont clairement désignées :

La presse parce que sa liberté est garante de la nôtre, même quand elle nous dérange.

La police et, au-delà, tous les représentants d'un Etat qu'ils exècrent car nous incarnons le droit, la sécurité et la stabilité pour Tous. La première des clauses du contrat social.

Les juifs car ils symbolisent la tolérance que notre pays offre à tous de vivre libre. Notre ami Haim Korsia, grand rabbin de France, aime à citer l'expression « heureux comme un juif en France ». Mais pour combien de temps ? Et après les juifs, à qui le tour ?

L'obscurantisme c'est le chaos, la confusion, l'impossibilité d'un ordonnancement du monde au mépris de milliers d'années de cheminement civilisationnels.

La France éternelle, c'est la liberté, le respect, la tolérance.

Au nom de ces principes, des hommes et des femmes s'exposent, s'interposent et se battent ici et maintenant mais aussi aux quatre coins du globe. Militaires, policiers en tenue dans les rues, forces d'intervention, policiers d'investigation, tous ceux qui travaillent dans l'ombre pour recueillir, tamiser et analyser le renseignement et le rendre pertinent et utile.

Ils ont besoin d'être aimés, aidés, réconfortés et soutenus. Les récents témoignages d'affection de la population à notre égard ont réchauffé nos cœurs. Ils retendent le lien qui nous unit et les principes fondateurs de la République.

Nous avons connu le Temps de l'effroi, du chagrin, de la colère, puis du recueillement. L'heure n'est pas au repos : c'est désormais le temps de la réflexion pour l'action et la résilience.

Vous le savez, Mr le Ministre, trop de charges indues pèsent encore sur nos collègues et les réflexions déjà engagées sur la coproduction de sécurité, la répartition des tâches avec les acteurs privés sont indissociables des questions touchant aux effectifs.

Des pratiques archaïques et une législation stérilisante conjuguées à une incontinence réglementaire et jurisprudentielle ont dénaturé l'investigation et rendu impossible la vie des services. Une refonte globale s'impose : dématérialisation et allègements procéduraux devront en être les maîtres-mots. Les conditions de travail déjà difficiles s'aggravent et ce n'est pas la Loi Taubira qui arrangera l'affaire. Bannissant la prison comme pilier de notre système, elle annonce un fiasco sécuritaire programmé et elle anéantira nos efforts quotidiens.

Le renseignement souffre aussi. Il y a eu des failles certes, mais pas des failles des services, seulement des failles quant aux outils mis à notre disposition : écoutes administratives bridées, sonorisation et pose de balises entravées, accès aux fichiers des administrations verrouillé, impossibilité de traiter l'information, fichiers de police inopérants, logiciels obsolètes, retards technologiques... Nous demandons juste à travailler.

Un contrôle parlementaire et judiciaire accru garantira le respect des libertés. La paupérisation humaine, budgétaire, matérielle, juridique et morale que nous dénonçons depuis des années explose maintenant que nous sommes confrontés au pire.

Vous avez désiré travailler sans tabou et avec méthode en associant les professionnels que nous représentons. Nous vous savons gré de nous associer aux décisions qui seront prises.

Vous nous avez demandé des contributions en vue de constituer un catalogue de mesure selon vos propres termes « significatives et puissantes ». Nous vous les avons transmises. Sur la protection des policiers, la mise à disposition de moyens, le renseignement, la procédure, la politique pénale...

Nous voulons des mesures exceptionnelles, pas d'exception. Avant que les habituels contempteurs de la police jettent un écran de fumée sur nos morts et se remettent à crier au loup. Ceux qui ont combattu EDWIGE et s'étonnent que nos services n'aient pas de fichiers efficaces. Les mêmes qui nourrissent une paranoïa atavique de la puissance publique et qui aliènent quotidiennement leur liberté en exhibant leur intimité sur des réseaux sociaux qui ne connaissent pas de droit à l'oubli et vendent sans vergogne les données dans une logique mercantile. Ou encore ceux qui nous accusent désormais de maltraiter les migrants de Calais.

Il nous faut donc agir vite avant que les tropismes de la bien-pensance reprennent le devant de la scène. Les mesures annoncées par le Premier ministre vont dans le bon sens mais elles sont insuffisantes. C'est d'un véritable plan Marshall dont nous avons besoin. Il faut refondre nos structures, réorganiser la gouvernance et s'affranchir des carcans idéologiques. Je pense notamment à l'urgence qu'il y a à réviser les règles d'engagement du feu pour les policiers qui ne sont désormais plus tenables.

Cette Police de la République tant conspuée par la bobocrature, demeure le dernier recours de nos concitoyens les plus vulnérables. La sécurité est un bien précieux pour ceux qui n'ont rien. D'autant que l'insécurité accroît encore plus les injustices sociales et constitue un facteur de fragmentation de la société, de ces territoires qui ont fait sécession où le seul ciment se résume à une contre-culture close.

Les incidents lors de la minute de silence et les réjouissances sur la mort de nos collègues en témoignent.

---ooOoo---

Car les germes de ce qui nous arrive étaient en culture depuis des décennies.

Nous payons l'addition d'impérities communes : culture de l'excuse, angélisme, clientélisme politique, approche compassionnelle de la délinquance, cécité dogmatique de la communauté éducative par la déconstruction du roman national et l'inoculation d'une idéologie victimaire adossée à l'édification d'un ressentiment post-colonial, acceptation de l'inacceptable... ont mis en lumière la faiblesse de la République à réprimer des actes inadmissibles – insultes, outrages, violences- à envoyer un message de renoncement et d'abdication à une frange de la population qui est passée de la détestation à pire : le mépris.

Une identité de substitution a alors émergé sans peine. Elle est factice. Elle trouve sa source dans le rejet de ce dont nous sommes incapables d'être fiers. Son viatique nous échappe car nous vivons sur des schémas obsolètes. C'est l'islam que Dalil Boubakeur, recteur de la Grande Mosquée de Paris, qualifie « d'islam des antennes paraboliques ». Un prêt à penser des analphabètes et des incultes, allié à un phénomène sectaire. A Nous désormais de repenser le monde tel qu'il est.

L'ordre républicain est la première marque de la défense de nos valeurs. Un Limes que nous avons renoncé à défendre. Où est l'ordre dans un pays où quotidiennement on insulte et agresse sans vergogne le policier ? Où sa parole vaut moins que celle du voyou aux yeux des magistrats et des médias ? Où les idiots utiles des fondamentalistes - barbe longue, idées courtes – sont toujours les mêmes petits khmers subventionnés alliés aux sociologues germanopratin : les mêmes qui ont trouvé des excuses aux émeutiers islamistes de Trappes en 2013. Les fabricants d'opinion qui ne franchissent jamais la Rive Gauche ne voient qu'excuse et stigmatisation là où il y a connivence entre islam radical et banditisme. Les mêmes, les yeux grands fermés, tentent de dissocier les effets des causes.

Dans un pays où des dizaines de milliers de peines ne sont pas exécutées, où 5 % des délinquants commettent 50 % de la délinquance, il n'est pas raisonnable de continuer à se voiler la face.

La création d'une peine de contrainte pénale, la suppression des peines planchers, les remises de peine lissées entre primo délinquants et récidivistes épargneront les plus nuisibles d'être neutralisés en prison.

Certes les conditions d'incarcération ne sont pas idéales (bien que, on puisse y tourner des vidéos, y consacrer des pages Facebook... les fouilles à corps ayant disparu grâce à la loi Dati...), mais nous préférons les voir dedans plutôt qu'au milieu de leur territoire de prédation.

Dans un pays où l'on aime se complaire dans le déni du réel, SYNERGIE-OFFICIERS a souvent été attaqué pour son franc-parler et a souvent eu tort d'avoir raison trop tôt.

C'est le devoir de SYNERGIE que de bousculer ceux qui sont enkystés dans des postures conservatrices. On me reproche parfois nos méthodes de revendication et de communication « virulentes ». Mais vous mieux que personne Monsieur le Ministre, même si vous êtes un thuriféraire de la rigueur et de la méthode, savez que pour être audible, il faut savoir être iconoclaste.

J'aimerais clore mon propos par les paroles d'un grand poète engagé qui a mis sa vie au bout de ses convictions, Charles Peguy. Elles ont une résonance intemporelle.

« Une capitulation est essentiellement une opération par laquelle on se met à expliquer au lieu d'agir. »

Je vous réitère à toutes et à tous mes vœux de santé et de bonheur pour Vous et ceux qui vous sont chers. BONNE ANNEE !